

MINISTRE DES FINANCES
ET DU BUDGET

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

N° du rôle... 000003
Reçu le... 03 JAN. 2025 a... 13 H

EXECUTION DU BUDGET A FIN SEPTEMBRE 2024

**COMMUNICATION EN CONSEIL
DES MINISTRES RELATIVE A
L'EXECUTION DU BUDGET
A FIN SEPTEMBRE 2024**

La présente Communication vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin septembre 2024, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses par rapport aux objectifs arrêtés pour le premier semestre à l'issue de la mission d'évaluation du FMI achevée en avril 2024.

I – MOBILISATION DES RESSOURCES

Les ressources mobilisées à fin septembre 2024 s'élèvent globalement à **9.351,7** milliards de FCFA pour une prévision de 9.687,6 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 96,5%.

Les réalisations de ressources comprennent **4.762,2** milliards de FCFA de **recettes budgétaires** (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et **4.589,5** milliards de FCFA de **ressources de trésorerie** (privatisations et ventes d'actifs, remboursements par les entreprises publiques des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

1.1. Les recettes budgétaires

Concernant les **recettes fiscales**, le niveau de recouvrement ressort à **4.489,8** milliards de FCFA à fin septembre 2024, avec un écart négatif de 229,6 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 4.719,4 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 95,1%. Ce résultat est principalement lié aux performances moindres enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **l'impôt BIC hors pétrole et gaz** a été recouvré à hauteur de **685,3** milliards de FCFA contre un objectif de 792,1 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 106,8 milliards de FCFA. Cette contre-performance s'explique par l'impact négatif sur les résultats fiscaux des entreprises au titre de l'exercice 2023 de certaines mesures prises au cours de l'année, notamment l'augmentation du tarif de l'électricité des moyennes tensions et le plafonnement des prix de certains biens et services ;
- **les taxes sur les marchandises générales** ont été collectées à hauteur de **963,6** milliards de FCFA contre un objectif de 1.038,0 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 74,5 milliards de FCFA. Ce résultat est principalement en lien avec un niveau moindre que prévu du volume des biens importés (10,4 millions de tonnes contre une prévision de 11,4 millions de tonnes) et une plus forte baisse des prix unitaires (-4,35% contre -3,9% en prévision) ;
- **les taxes à l'exportation** ont atteint **302,5** milliards de FCFA, avec un écart négatif de 68,6 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 371,1 milliards de FCFA, essentiellement en rapport avec un volume moindre que projeté de cacao exporté (1,1 million de tonnes pour un objectif de 1,3 million de tonnes) et de noix de cajou (688,4 mille tonnes pour un objectif de 826,6 mille tonnes). Ce déficit résulte également d'un prix CAF du cacao moins élevé que prévu (1.418,0 FCFA/Kg pour un objectif de 1.628,7 FCFA/Kg) ;
- **la taxe sur la valeur ajoutée en régime intérieur** a été recouvrée à hauteur de **508** milliards de FCFA pour une prévision de 576,8 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 68,8 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation résulte, d'une part, de l'évolution moindre que projetée de l'activité économique et, d'autre part, des perturbations du réseau informatique ;
- **les taxes sur les télécommunications** ont été encaissées à hauteur de **47** milliards de FCFA pour une prévision de 57,2 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 10,2 milliards de FCFA. Ce résultat est essentiellement imputable au retard dans l'opérationnalisation effective du dispositif de contrôle des flux de télécommunication ;
- **les taxes sur boissons et tabac** ont été mobilisées à hauteur de **69,5** milliards de FCFA pour une prévision de 76,3 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 6,8 milliards de FCFA.

Les performances moindres susmentionnées ont été atténuées par les bons résultats enregistrés dans le recouvrement de certaines taxes. Il s'agit notamment des **revenus du pétrole et du gaz** (+49,2 milliards de FCFA en liaison avec la réalisation d'un enlèvement de pétrole initialement prévu au quatrième trimestre), des **taxes sur les produits pétroliers** (+47 milliards de FCFA résultant d'une taxation (249,63 FCFA/litre) plus favorable qu'attendu (195,26 FCFA/litre) sur le super carburant), des **impôts sur le revenu des capitaux mobiliers** (+35,5 milliards de FCFA en liaison avec le paiement anticipé de l'IRVM par certains contribuables).

S'agissant des **recettes non fiscales**, elles ont été recouvrées à hauteur de **139,3** milliards de FCFA, pour un objectif de 84,9 milliards de FCFA, soit un écart positif de 54,4 milliards de FCFA résultant d'un niveau plus élevé que projeté des recettes de services (62,2 milliards de FCFA contre une prévision de 37,1 milliards de FCFA) principalement en lien avec les commissions sur les transferts hors UEMOA (29,2 milliards de FCFA pour une prévision de 17,5 milliards de FCFA) et des dividendes (37,3 milliards de FCFA contre une prévision de 9,6 milliards de FCFA). Ce niveau de réalisation comprend également 29,3 milliards de FCFA de revenus du domaine, 6,7 milliards de FCFA de ressources au titre du Fonds d'Investissement en Milieu Rural, 3,6 milliards de FCFA de bonus de signature du secteur pétrolier et 0,3 milliard de FCFA de redevance de la téléphonie mobile.

Quant aux **dons**, la comptabilisation budgétaire des tirages est ressortie à **133,1** milliards de FCFA pour une prévision de 132,6 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation comprend 99,9 milliards de FCFA de dons-programmes et 33,2 milliards de FCFA de dons-projets.

1.2. Les ressources de trésorerie

Les **produits de privatisations et de ventes d'actifs** encaissés à hauteur de **0,4** milliard de FCFA, sont relatives aux ressources issues de la cession des parts de l'Etat dans PALMAFRIQUE.

Les **transferts des entreprises**, correspondant aux versements effectués par diverses entreprises publiques en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à **30,6** milliards de FCFA et proviennent essentiellement du Port Autonome d'Abidjan (30,3 milliards de FCFA).

Les **émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier** ont permis de mobiliser **3.505,4** milliards FCFA pour une prévision de 3.591,7 milliards FCFA. L'écart négatif de 86,3 milliards de FCFA constaté est principalement en lien avec le durcissement des conditions de marchés et l'amenuisement de la liquidité induit par le niveau élevé du taux directeur. Les ressources collectées comprennent 544,9 milliards FCFA de bons du Trésor, 689,6 milliards FCFA d'obligations du Trésor émises par adjudication, 344,6 milliards d'emprunts obligataires et 1.926,3 milliards de FCFA d'emprunts sur le marché international.

Concernant les **ressources extérieures d'emprunts**, la comptabilisation budgétaire des tirages s'élève à **1.053,1** milliards de FCFA pour un objectif de 1.135,7 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation comprend **689** milliards de FCFA d'emprunts-projets et **364,1** milliards de FCFA d'emprunts-programmes.

II – EXECUTION DES DEPENSES

A fin septembre 2024, les **dépenses** ont été globalement exécutées à hauteur de **9.374,8** milliards de FCFA pour une prévision de 9 629,4 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 97,4%. Ces dépenses se déclinent comme ci-après.

II.1. Les dépenses budgétaires

Les charges financières de la dette publique ont été réglées à hauteur de 1.147,1 milliards de FCFA pour une prévision de 1.055,4 milliards de FCFA. Le dépassement de 91,7 milliards de FCFA enregistré est imputable essentiellement à la hausse continue des taux d'intérêts variables au niveau extérieur et les taux de rendement à l'émission au niveau régional.

Les dépenses de personnel ont été payées à hauteur de 1 808,2 milliards de FCFA quasiment en ligne avec les objectifs (1.805,3 milliards de FCFA).

Les dépenses d'abonnement ont été exécutées à hauteur de 103,4 milliards de FCFA pour une prévision de 92,4 milliards de FCFA soit un écart positif de 10,9 milliards de FCFA expliqué principalement par le traitement diligent des factures. Ces dépenses comprennent l'exécution budgétaire au titre des consommations d'électricité (86,7 milliards de FCFA), d'eau (6,9 milliards de FCFA) et de téléphone (9,8 milliards de FCFA).

Les autres achats de biens et services se sont chiffrés à 559 milliards de FCFA contre une prévision de 559,7 milliards de FCFA.

Les transferts (hors dépenses liées au CNS et aux élections) ont été exécutés à hauteur de 501,1 milliards de FCFA, pour une prévision de 497,4 milliards de FCFA. Ces dépenses incluent la subvention aux écoles privées (118,2 milliards de FCFA), les subventions aux EPN (84,4 milliards de FCFA), les bourses et pécules (75,3 milliards de FCFA), les subventions au secteur électricité (51,3 milliards de FCFA) et aux collectivités territoriales (24,1 milliards de FCFA).

Concernant les dépenses de sécurité et d'élections, elles sont ressorties à 102,1 milliards de FCFA contre 63,5 milliards de FCFA programmés.

Quant aux dépenses d'investissement, elles affichent un niveau d'exécution de 2.230,2 milliards de FCFA contre une prévision de 2.462,2 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 90,6%.

L'analyse des taux de consommation des crédits d'investissement des institutions et ministères fait ressortir que six (06) d'entre eux affichent des taux d'exécution inférieurs à 50%, dix-huit (18) d'entre eux ont un taux compris entre 50% et 75% et treize (13) d'entre eux présentent des taux d'exécution supérieurs à 75%.

II.2. Les charges de trésorerie

Enfin, les charges de trésorerie, qui concernent le remboursement du capital au titre de la dette publique, ont été réglées à hauteur de 2.923,6 milliards FCFA pour une projection de 3.093,6 milliards de FCFA. L'écart négatif de 170 milliards de FCFA s'explique par un niveau moins élevé que prévu des décaissements sur certains prêts-projets en lien avec l'évolution du niveau d'exécution des projets correspondants.

II.3. Les dépenses de lutte contre la pauvreté et dépenses sociales spécifiques

S'agissant des dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales ainsi que les dépenses sociales spécifiques, elles se sont établies respectivement à 2.546,7 milliards de FCFA et à 787,4 milliards de FCFA à fin septembre 2024, au-dessus des objectifs planchers respectifs de 2.466,6 milliards de FCFA et de 766,8 milliards de FCFA.

En somme, le déficit budgétaire ressortirait à 1.402,6 milliards de FCFA à fin septembre 2024 pour une prévision 1.409,5 de milliards de FCFA et un objectif plancher annuel fixé à 2.120,6 milliards de FCFA représentant 4% du PIB.

CONCLUSION

A fin septembre 2024, l'exécution du budget de l'Etat enregistre un niveau relativement satisfaisant de recouvrement des recettes fiscales, en rapport avec la poursuite de la mise en œuvre des réformes entreprises en matière fiscale et douanière. Quant aux dépenses, elles ont été exécutées dans la limite des crédits budgétaires prévus.

Il convient de souligner que le niveau d'exécution du budget, aussi bien en termes de mobilisation de recettes que de réalisation de dépenses, ressort en ligne avec les engagements pris dans le cadre du Programme Economique et Financier.

Aussi les efforts d'accroissement du recouvrement des recettes, d'accélération du rythme d'exécution des dépenses d'investissement et de maîtrise des charges de fonctionnement seront-ils maintenus, en vue de garantir l'atteinte des objectifs budgétaires annuels du Programme Economique et Financier.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution du budget à fin septembre 2024, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

LE MINISTRE DES FINANCES
ET DU BUDGET



Adama Coulibaly

Adama COULIBALY

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE (Etat de réalisation à fin septembre 2024)

(en milliards de FCFA)

RESSOURCES	Fin septembre 2024			Fin septembre 2024		
	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Objectifs (hors comptes spéciaux)	Réalizations (hors comptes spéciaux)	DEPENSES		
				Budget initial (hors comptes spéciaux)	Objectifs (hors comptes spéciaux)	Réalizations (hors comptes spéciaux)
RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES						
RECETTES FISCALES (y/c FER)	9 440,8	4 719,4	4 489,8	CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE		
- DGI	3 770,0	2 816,7	2 701,9	Dettes Intérieures		
- TRESOR	12,9	9,2	11,1	Dettes extérieures		
- DGD (hors PCS, PCC et SGS)	2 657,9	1 796,8	1 700,7	PERSONNEL		
- TVA exonérée		85,8	76,1	ACHAT DE BIENS ET SERVICES (hors CNS et élections)		
				Abonnement		
				Autres achats de biens et services		
RECETTES NON FISCALES (y/c FIMR)	140,8	64,9	139,3	TRANSFERTS (hors Covid-19, CNS et élections)		
Recettes non fiscales Trésor	78,0	46,8	59,6	Subvention au secteur électricité		
Revenus du domaine DGI	52,3	32,9	29,3	Autres transferts		
Bonus de signataire secteur pétrolier	0,0	0,0	3,6	DEPENSES DE SECURITE (CNS) ET D'ELECTIONS		
Licences de télécommunication	0,0	0,1	0,3	Sur financement intérieur		
Fonds d'investissement en milieu rural	10,4	5,2	9,8	INVESTISSEMENT		
Autres recettes non fiscales		0,0	0,0	- Trésor (y/c FIMR et FER)		
				Projets CCD et PCD		
Dons programmes	205,0	105,2	98,9	Investissement FIMR		
AFD (C2D)	199,7	99,9	99,9	Fonds d'entretien Roulier		
UE	5,3	6,3	0,0	Autres investissements		
Dons projets	42,9	27,4	33,2	- Financement extérieur des projets		
Autres dons				Emprunts-projets		
				Dons-projets		
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	6 829,5	4 936,9	4 762,2	TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES		
				9 205,1		
RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE						
Privatisation et ventes d'actifs	1,0	0,0	0,4	Amortissement de la dette publique		
Transfert des entreprises/dette rattachée	38,8	23,4	30,6	Dettes Intérieures		
Emprunts sur marchés monétaire et financier	3 447,7	3 591,7	3 505,4	Dettes extérieures		
Emprunts obligataires		918,2	344,6			
Bons et obligations du Trésor		1 570,8	1 234,5			
Eurobonds		1 102,7	1 326,3			
Emprunts programmes	575,4	352,4	364,1			
FMI (y compris FRD)	1 096,8	300,5	348,9			
Banque Mondiale	751,0	0,0	0,0			
Banque Africaine de Développement	248,8	61,9	0,0			
AFD (Autre appui budgétaire)	48,3	0,0	0,0			
Allemagne	19,7	0,0	0,0			
JICA		0,0	15,2			
Emprunts-projets	1 298,8	773,1	689,0			
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	5 851,1	4 750,5	4 589,5	TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE		
				3 475,4		
				1 734,4		
				1 374,2		
TOTAL GENERAL DES RESSOURCES	12 680,6	9 869,4	9 351,7	TOTAL GENERAL DES DEPENSES		
				9 205,1		
				9 205,1		

Source : DGI, DGD, DGTC, DGBF

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin septembre 2024)

En milliards de FCFA

LIBELLES	septembre 2024		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (y/c TVA exonérée)	4 719,4	4 489,8	-229,6
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (hors TVA exonérée)	4 622,6	4 413,7	-208,9
DGI	2 816,7	2 701,9	-114,8
Impôts directs	1 641,8	1 600,1	-41,7
Impôts sur bénéfices	917,8	842,2	-75,6
BIC pétrole et gaz	85,4	120,8	35,4
- BIC pétrole	30,3	49,9	19,6
- BIC gaz	55,2	70,9	15,8
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	1 556,4	1 479,3	-77,1
- BIC hors pétrole	792,0	685,3	-106,8
- Impôt synthétique et AIRSI	28,0	25,1	-2,9
- Taxe de la Micro Entreprise (TME)	12,3	11,0	-1,3
- Impôts sur revenus et salaires	557,2	555,6	-1,6
- Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	166,9	202,3	35,5
Impôts indirects	1 174,9	1 101,8	-73,1
TVA (hors part secteur électricité)	576,8	508,0	-68,8
TOB	97,9	92,1	-5,8
Taxe sur boissons et tabacs	76,3	69,5	-6,8
Droits d'enregistrement et de timbre	203,2	200,0	-3,2
<i>dont enregistrement café cacao</i>	82,0	87,2	5,2
Patentes et Licences	51,1	50,2	-0,9
Taxe d'exploitation pétrolière	13,0	19,8	6,9
Taxe d'exploitation du gaz	23,4	30,4	7,0
Taxe sur les télécommunications	57,2	47,0	-10,2
Taxe spéciale sur les consommations téléphoniques	25,9	21,4	-4,5
Taxe sur le caoutchouc	0,0	0,8	0,8
Taxe sur les produits de parfumeries et cosmétiques	1,5	0,7	-0,9
Taxe sur les gains des jeux du hasard	0,5	0,4	-0,1
Taxe spéciale pour la préservation et le développement forestier	0,1	0,0	0,0
Taxe ad valorem	47,0	60,4	13,4
Taxe pour le développement touristique	0,9	1,0	0,0
TRESOR	9,2	11,1	1,9
Impôts directs	8,1	9,8	1,7
Impôts sur revenus et salaires	8,1	9,8	1,7
Impôts indirects	1,1	1,3	0,2
Timbres et vignettes	1,1	1,3	0,2
Autres indirects	0,0	0,0	0,0
DGD (hors PCC, PCS et RPI)	1 796,8	1 700,7	-96,0
Droits et taxes à l'importation	1 425,7	1 398,2	-27,5
Taxes sur produits pétroliers	387,6	434,6	47,0
Taxes hors produits pétroliers (hors RPI, PCS et PCC)	1 038,0	963,6	-74,5
Taxes à l'exportation	371,1	302,5	-68,6
TVA Exonérée	96,8	76,1	-20,7
DGI		22,3	22,3
DGD		53,8	53,8

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGBF

ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Institutions et Ministères (hors dépenses de sécurité et d'élections)

INSTITUTIONS/ MINISTÈRES	Dotation 2024	Exécution fin septembre 2024	Taux d'exécution fin septembre 2024
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	6 533 770 196	1 077 275 733	16,5%
Ministère du Tourisme et des Loisirs	501 000 000	97 096 160	19,4%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	35 409 445 181	8 418 662 657	23,8%
Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	442 630 402 823	153 261 539 986	34,6%
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	12 012 997 624	4 845 928 251	40,3%
Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	238 971 066 255	113 563 026 399	47,5%
Représentation Nationale	1 500 000 000	780 000 000	52,0%
Cour des Comptes	1 000 000 000	520 000 000	52,0%
Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation	13 376 921 122	6 987 864 448	52,2%
Ministère Délégué auprès du Ministère des Transports, chargé des Affaires Maritimes	1 592 844 220	856 014 528	53,7%
Cour de Cassation	250 000 000	138 820 000	55,5%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	5 804 361 763	3 250 687 573	56,0%
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	323 886 599 507	182 063 486 150	56,2%
Ministère des Eaux et Forêts	35 800 477 193	21 164 698 205	59,1%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	16 982 412 023	10 556 444 929	62,2%
Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	1 957 000 000	1 239 200 358	63,3%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	19 664 318 912	12 627 369 884	64,2%
Ministère des Transports	373 742 391 339	241 578 513 236	64,6%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	1 012 437 896	702 551 900	69,4%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	53 348 558 875	37 028 127 499	69,4%
Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation	128 994 135 438	89 794 609 082	69,6%
Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Écologique	34 164 682 884	23 795 769 736	69,7%
Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières	235 442 774 219	167 573 430 696	71,2%
Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	10 289 502 656	7 353 913 367	71,5%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	63 307 246 983	47 772 706 623	75,5%
Ministère de l'Économie, du Plan et du Développement	19 655 980 024	15 285 939 353	77,8%
Ministère du Commerce et de l'Industrie	9 445 819 059	7 382 773 813	78,2%
Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques	6 263 250 021	4 945 595 638	79,0%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	129 204 697 785	104 100 933 834	80,6%
Primature et Services Rattachés (Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Ministre des Sports et du Cadre de Vie)	32 703 883 048	26 788 065 065	81,9%
Ministère de la Communication	1 616 600 000	1 356 632 000	83,9%
Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie	127 084 005 789	107 803 492 749	84,8%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	80 009 108 891	69 160 045 745	86,4%
Ministère des Finances et du Budget (hors dépenses communes)	311 991 288 292	271 660 044 350	87,1%
Présidence de la République	233 199 994 312	223 194 354 197	95,7%
Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	58 252 022 051	56 590 460 818	97,1%
Ministère délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie	3 686 850 400	3 686 850 400	100,0%
Total hors dépenses communes et comptes spéciaux	3 071 288 846 783	2 029 002 925 362	66,1%
Dépenses communes	841 670 550 358	10 730 274 400	1,3%
Compte spéciaux	260 380 696 811	190 511 654 037	73,2%
Total Général	4 173 340 093 950	2 230 244 853 799	53,4%

Source : SIGOBE/DGBF

ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin septembre 2024

(En FCFA)

DOMAINES	2023	2024		
	Réalisation	Objectif annuel	Objectif septembre	Exécution à fin septembre
01 Agriculture et développement rural	124 251 981 381	97 523 465 904	56 756 617 990	86 044 301 249
01.0 Administration générale	22 550 002 619	15 258 608 552	11 722 640 722	13 278 961 892
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	39 970 795 874	23 451 152 566	16 852 842 127	26 924 767 775
01.2 Formation et encadrement	43 223 946 717	39 654 982 433	16 805 023 305	33 710 093 108
01.3 Aménagement hydro-agricole	8 357 060 736	8 729 002 353	5 355 386 244	5 570 478 474
01.4 Autres investissements en milieu rural (PIMR)	10 150 175 435	10 429 720 000	6 020 725 592	6 560 000 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	14 855 893 411	16 211 410 372	13 088 230 538	11 821 303 245
02.0 Administration générale / formation et encadrement	9 720 373 079	10 114 794 011	7 451 887 578	7 419 211 612
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	1 534 846 408	2 268 779 948	1 998 748 046	1 296 559 492
02.2 Pêche et aquaculture	3 600 673 924	3 827 836 413	3 637 594 915	3 105 532 141
03 Education	1 646 020 066 916	1 646 160 941 037	1 294 311 234 627	1 280 901 096 768
03.0 Administration générale	93 125 757 853	99 940 181 710	80 644 633 097	101 407 992 761
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	671 216 696 823	691 916 534 288	517 610 986 477	547 578 497 153
03.2 Alphabétisation	246 866 309	655 200 000	508 013 154	416 179 312
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	615 919 338 737	591 616 945 963	488 173 558 645	414 226 369 292
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	265 511 407 194	262 032 079 076	207 374 043 254	217 272 058 250
04 Santé	672 431 154 169	626 950 406 967	403 960 690 097	448 372 712 442
04.00 Administration générale santé	266 231 288 137	299 935 987 945	184 239 182 514	208 387 474 776
04.01 Système de santé primaire	177 747 335 646	190 104 908 496	112 181 406 587	86 948 556 584
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	5 347 097 729	2 100 000 000	1 616 405 490	2 556 292 921
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	110 503 518 876	49 139 731 006	48 730 334 587	94 834 948 972
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	17 523 981 950	23 483 048 378	9 992 310 367	12 360 498 196
04.05 VIH/SIDA	40 692 981 382	6 772 962 201	6 454 110 780	1 919 515 325
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	54 384 950 449	55 413 768 941	40 746 939 771	41 365 425 668
05 Eau et Assainissement	219 336 972	203 681 074 558	113 905 530 574	120 520 675 769
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	102 674 520 009	106 937 790 530	81 035 040 454	55 953 217 499
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	116 662 452 066	96 743 284 028	32 870 490 120	64 567 458 270
06 Energie	171 950 000 000	121 853 745 247	103 677 051 317	62 941 265 324
06.1 Accès à l'électricité	171 950 000 000	121 853 745 247	103 677 051 317	62 941 265 324
07 Routes et ouvrages d'art	333 027 657 586	420 277 850 427	299 217 982 283	300 288 044 394
07.1 Entretien pistes rurales	16 292 000 000	21 958 465 989	10 744 067 170	12 924 089 175
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	156 285 715 216	136 873 320 155	85 835 253 785	149 333 574 066
07.3 Autres travaux routiers	160 449 942 370	261 446 064 283	202 638 661 327	138 030 381 153
08 Affaires Sociales	102 702 653	89 390 321 144	60 637 786 848	99 064 415 714
08.0 Administration générale	14 914 737 564	17 348 574 311	13 353 490 839	15 613 339 320
08.1 Formations destinées aux femmes	2 234 215 448	4 032 130 061	2 607 485 016	1 830 840 265
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	27 826 000 000	27 155 557 711	21 406 807 675	22 374 257 774
08.3 Formation au personnel d'appui	1 669 700 843	1 577 369 716	1 307 326 318	1 239 339 787
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	56 058 000 000	38 276 689 345	21 962 677 000	58 006 638 568
09 Décentralisation	139 080 000	134 313 815 653	99 888 230 299	95 443 609 570
09.1 Décentralisation	139 080 000 000	134 313 815 653	99 888 230 299	95 443 609 570
10 Reconstructions et réhabilitations	10 998 125	5 494 192 840	5 057 839 044	3 508 276 792
10.1 Reconstruction et réhabilitation	1 084 772 265	1 400 000 000	1 335 505 813	0
10.2 Habitat et logement sociaux	9 913 353 688	4 094 192 840	3 722 333 232	3 508 276 792
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	62 777 761 970	43 931 881 950	16 071 903 305	37 785 076 628
11.1 Promotion et insertion des jeunes	55 464 000 000	40 910 175 901	13 297 883 600	35 659 229 172
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	7 313 761 970	3 021 706 049	2 774 019 705	2 125 847 456
TOTAL	3 497 432 267 316	3 404 789 106 099	2 466 573 096 921	2 546 690 777 895

Source : SIGOBE/DGBF

ANNEXE 5 : TABLEAU DE SUIVI DES DEPENSES SOCIALES SPECIFIQUES SUR FINANCEMENT ETAT A FIN SEPTEMBRE 2024

ACTIVITES	Objectif annuel 2024	Objectif 3 ^{ème} Trimestre 2024	Total Execution fin septembre 2024
PROTECTION SOCIALE	28 578 106 186	18 511 092 731	22 283 354 623
Programme multisectoriel d'appui au système national des filets sociaux	8 000 000 000	4 800 000 000	7 884 416 592
Programme régional pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique dans le sahel	378 108 186	324 092 731	538 938 231
Soutien aux Indigents pour l'accès à la CMU	13 200 000 000	7 920 000 000	9 240 000 000
Appui à l'opérationnalisation de la CMU	7 800 000 000	5 460 000 000	4 620 000 000
78109000095 Couverture Maladie Universelle	3 000 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000
78074000641 Prendre en charge les primes des agents d'accueil/CMU	4 800 000 000	3 360 000 000	2 520 000 000
SANTE	280 088 436 952	211 885 129 312	212 173 000 793
Personnel santé fonctionnaire	237 412 933 391	184 932 179 694	184 724 924 571
Renforcer les capacités d'intervention des CHR	1 057 795 822	668 081 572	568 576 437
Renforcer les capacités d'intervention des HG	2 393 809 970	1 511 879 981	1 007 794 700
Renforcer les capacités d'intervention des CSU et CSR	3 233 278 428	2 042 070 586	1 073 479 759
Gratuité des soins ciblés (paludisme, accouchement, césarienne, etc.) et évacuation sanitaire	6 546 933 992	4 134 905 679	5 206 732 812
Structures sanitaires spécialisées: (SAMU, CNTS, CNOR, ICA, CNPTIR, etc.)	9 975 000 000	6 300 000 000	3 076 977 764
Approvisionnement en médicaments	14 677 500 000	9 270 000 000	13 272 000 000
4 791 185 350	3 026 011 800	3 242 514 750	
EDUCATION	675 445 591 086	532 132 333 357	547 919 694 560
Gestion des écoles préscolaires, primaires et secondaires (COGES)	17 497 508 681	12 892 901 133	9 209 215 095
Education primaire et préscolaire	628 377 887 474	490 464 979 426	537 889 570 580
Programme de cantines scolaires	2 287 385 800	1 960 616 400	310 231 746
Acquisition et distribution de kits et manuels scolaires et mallettes pédagogiques	3 850 000 000	3 300 000 000	3 499 964 695
Appui à la prise en charge des frais de scolarité dans les écoles primaires privés Laïcs et confessionnelles	6 544 645 100	5 609 695 800	7 739 930 000
Personnel préscolaire et primaire fonctionnaire	615 695 856 574	479 594 667 226	526 339 444 139
Enseignement technique et formation professionnelle	33 570 194 931	28 774 452 798	820 908 885
Mise en œuvre de l'Ecole de la Seconde Chance	2 100 000 000	1 800 000 000	46 000 000
Prise en charge des frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire technique privé	5 640 285 000	4 834 530 000	46 000 000
Appui au fonctionnement de l'AGEFOP et de l'IPNEPT	629 909 931	539 922 798	0
Appui à la formation professionnelle à travers le FDFP	25 200 000 000	21 600 000 000	774 908 885
EMPLOI DES JEUNES	4 992 601 252	4 279 381 056	5 063 440 153
Programme Emploi Jeunes	4 072 361 213	3 490 595 325	4 072 361 213
Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences	441 980 000	378 840 000	613 591 326
Promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	231 000 000	198 000 000	192 035 099
Appui au fonctionnement de l'Agence Emploi Jeune	247 270 020	211 945 731	185 452 515
TOTAL	993 904 747 456	766 800 936 456	787 439 490 329

Source : SIGOBE/DGBF